La riposte du pouvoir Cnnd-Fdd a déjà débuté sous forme d'intimidations

@rib News, 04/03/2011 Un groupe mafieux du parti au pouvoir, dernièrement accusé par le député Manassé Nzobonimpa d'étouffer la démocratie au Burundi, se préparerait à contrecarrer toute contestation au sein du parti Cnnd-Fdd. Un chauffeur du député Nzobonimpa a été empêché de circuler au chef lieu de la province de Bubanza par des éléments de la police dans cette même province. Des informations qui viennent de nous parvenir et qui sont confirmées par des sources de Bubanza, ce chauffeur était à bord d'un véhicule du député Nzobonimpa quand il a été arrêté par la police à Bubanza ce jeudi après-midi.

Des sources de Bujumbura nous ont aussi confirmé que les responsables de la société civile seraient menacés par ce groupe dont les exactions viennent d'être dénoncées par le député Nzobonimpa. En effet, des sources s'accrochent à dire que ceux qui se reconnaissent sur la liste noire du député Nzobonimpa garderaient la dent contre les organisations de la société civile qui se sont vite prononcées pour le député Nzobonimpa. « On accuse les responsables de la société civile burundaise d'avoir fait la composition du texte que Manassé Nzobonimpa a lu aux médias lors de son exposé », nous confirme une personne sous couvert d'anonymat. Cela étant, le député Nzobonimpa continue à avoir des soutiens. La presse burundaise a diffusé des informations selon lesquelles un représentant du parti présidentiel en Chine, Syldie Siyomvo s'est solidarisé avec la direction centrale du Cnnd-Fdd, apportant son soutien à Nzobonimpa. En plus, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG), via son président Onésphore Nduwayo, a souligné que les déclarations du député Nzobonimpa sont conformes à ce que la société civile avait toujours soulevés et qui n'avaient pas d'issues favorables. Notons que des députés se sont insurgés contre les propos du porte-parole du Cnnd-Fdd Onésphore Nduwimana, à l'encontre de Nzobonimpa. C'est le cas de François Bizimana, siégeant lui aussi à l'Assemblée de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (East African Community, EAC), qui a demandé au porte-parole du parti au pouvoir de présenter dans les meilleurs délais des excuses pour avoir insulté un représentant du Burundi, en la personne de Nzobonimpa. [JMM]